

ONU : les mesures coercitives touchent les populations vulnérables



Nations Unies, 9 décembre (RHC) Le Conseil des droits de l'homme (CDH) de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a mis en garde mercredi contre les dommages causés par l'imposition de mesures coercitives unilatérales aux femmes, aux enfants et aux autres groupes vulnérables de la population dans les pays concernés.

La Rapporteuse spéciale du CDH, Alena Douhan, a noté que ces mesures portent atteinte au plein exercice de ses droits de l'homme. Parmi les populations touchées figurent "les populations autochtones, les personnes handicapées, les réfugiés, les personnes déplacées, les migrants, les personnes vivant dans la pauvreté, les personnes âgées et les personnes souffrant de maladies graves".

L'experte a précisé que ces groupements sont les plus dépendants de l'aide humanitaire ou sociale, qui est limitée par les sanctions elles-mêmes, malgré les exemptions qui peuvent exister.

"Pour cette raison, les banques sont réticentes à financer de l'aide ou à faire des transactions pour des achats humanitaires, et les entreprises de transport refusent de traiter des envois humanitaires", a-t-elle expliqué.

Douhan a déclaré que ces mesures prévoient des blocus sur le carburant, des barrières commerciales qui entravent le maintien des infrastructures vitales telles que l'accès aux services de base en matière d'alimentation, d'eau, d'assainissement, de santé et d'électricité.

"Les femmes sont particulièrement touchées. Ce sont elles qui doivent souvent aller chercher de l'eau potable pour leurs familles et, lorsque les sanctions réduisent l'activité économique, elles sont généralement les premières à perdre leur emploi et à être la cible des trafiquants à des fins d'exploitation sexuelle", a-t-elle ajouté.

La fonctionnaire a exhorté les gouvernements des pays qui ont recours aux sanctions et les autres acteurs humanitaires à se concentrer activement sur les groupes vulnérables des nations touchées, par le biais d'un suivi continu, et de l'évaluation de l'impact de ces mesures unilatérales sur les droits de l'homme.

Au milieu de la pandémie de Covid-19, le gouvernement des États-Unis (USA) est l'un des acteurs internationaux qui a intensifié ce type de politique et augmenté les mesures coercitives contre des pays comme le Venezuela, Cuba, l'Iran, la Syrie, et d'autres, engagés dans la lutte contre l'ingérence dans leurs affaires intérieures.

Source Telesur

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/279320-onu-les-mesures-coercitives-touchent-les-populations-vulnerables>



Radio Habana Cuba